



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Allocations

Question écrite n° 66131

Texte de la question

M Edouard Frederic-Dupont signale à Mme le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle les conséquences injustifiées des décisions de la commission paritaire UNEDIC, prises en juillet 1992, en ce qui concerne les anciens militaires. Au terme de ces décisions, les versements effectués, en cas de chômage par les Assedic, sont diminués de 75 p 100 des sommes perçues par ailleurs, au titre (des avantages vieillesse). Ceci réduit le plus souvent les versements à un franc symbolique. Il lui demande ce qui a pu lui inspirer une telle spoliation. En effet, elle prive les intéressés du juste retour de leurs cotisations. Elle ne prend pas en compte la spécificité de la fonction militaire. Elle ignore en effet, que les sous-officiers pour la plupart quittent le service actif avant quarante ans. Les officiers avant cinquante ans, du fait des incitations de départ dans les forces armées et les dispositions statutaires. Les cadres de l'armée encore chargés de famille et dont souvent la mobilité géographique imposée par le métier, constitue une ressource appréciée en entreprise par leur esprit de service et de compétence. La pension dont ils peuvent bénéficier n'est donc qu'une juste compensation à des servitudes exceptionnelles et non un privilège. Ces cadres doivent pouvoir, une fois rendus à l'état civil, poursuivre dans les mêmes conditions que les autres citoyens une autre activité professionnelle sans subir une spoliation. Il lui demande quelles sont les mesures qu'elle compte prendre pour supprimer cette spoliation au détriment des anciens militaires.

Texte de la réponse

Reponse. - La commission paritaire nationale du régime d'assurance chômage, en application de l'avenant no 9 au règlement à la convention du 1er janvier 1990 relative à l'assurance chômage, puis en application du règlement annexe à la convention du 1er janvier 1993, a en effet adopté des délibérations limitant le cumul d'une allocation d'assurance chômage et d'un avantage de vieillesse. Désormais, le montant de l'allocation de chômage est diminué de 75 p 100 du montant de l'avantage de vieillesse pour tout allocataire titulaire d'un avantage de vieillesse à caractère viager, liquide ou liquidable des lors qu'il ne remplit pas les conditions d'âge et de durée d'assurance requise pour bénéficier d'une retraite entraînant l'interruption du service des allocations. Les partenaires sociaux ont adopté ces nouvelles mesures sur la base des réflexions d'un groupe de travail réuni pour réexaminer la situation au regard du régime d'assurance chômage des personnes bénéficiaires d'un avantage de vieillesse. Ils ont adopté plusieurs mesures, dont certaines répondent aux demandes des organisations d'anciens militaires. C'est ainsi qu'a été supprimé l'examen par la commission paritaire de l'ASSEDIC de la situation des allocataires bénéficiant d'un avantage de vieillesse avant l'admission, à cinquante-huit ans et demi, au bénéfice de la prolongation des droits jusqu'à ce que l'intéressé, à partir de soixante ans, justifie de 150 trimestres valides au titre de l'assurance vieillesse et au plus tard jusqu'à soixante-cinq ans. Les partenaires sociaux ont par ailleurs décidé de ne prendre en compte désormais, pour l'application de la règle de cumul, que les avantages de vieillesse directs, permettant ainsi le cumul intégral avec les avantages de reversion. S'agissant de la modification de la règle de cumul, le nouveau système retenu par les partenaires sociaux conduit à appliquer la règle de cumul à des titulaires de pensions militaires de retraite encore jeunes et à verser des allocations très faibles, voire symboliques, lorsque le salaire de référence est peu élevé par rapport

a la pension. Cette situation apparaissant pénalisante, les pouvoirs publics sont intervenus auprès des partenaires sociaux pour leur demander de reexaminer le plus rapidement possible cette question et d'assouplir les règles de cumul.

Données clés

Auteur : [M. Frédéric-Dupont •douard](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 66131

Rubrique : Chomage : indemnisation

Ministère interrogé : travail, emploi et formation professionnelle

Ministère attributaire : travail, emploi et formation professionnelle

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 janvier 1993, page 21